

Trump exige une revalorisation de la contribution des Etats membres

Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)
(Ancien directeur
de l'Institut
International de la
Reconstruction
anthropologique,
ancien directeur
de l'MBA).



www.lavoie-originale.net
LAVOIE
originale
Quotidien ivoirien d'Informations Générales
facebook.com/Lavoieoriginale16

Message de Alassane Dramane Ouattara à la Nation

Encore une promesse ronflante et une grosse contrevérité



Jeunesse ivoirienne :
NE PAS SE LAISSER DUPER

Vœux de Nouvel An

Zéléhi Sérripka Joachim (SGA) :
« Chaque militant doit se sentir investi de la mission de ramener Gbagbo au Pouvoir »



Hien Sié Jean présente ses vœux pour 2025

Cap sur la victoire de Laurent Gbagbo



Message de Alassane Dramane Ouattara à la Nation

Encore une promesse ronflante et une grosse contrevérité

Comme il est de tradition que le chef de l'Etat s'adresse à la Nation, la veille du nouvel An, Alassane Dramane Ouattara a livré son message aux Ivoiriens, le mardi 31 décembre 2024.

Pendant une vingtaine de minutes, il a lu son texte. Ceux qui ont écouté le discours à la radio devraient être les plus chanceux. Car, ceux qui l'ont suivi à la télévision, ont fait l'amer constat d'un discours lu sans émotion ; sans frisson ; sans donner l'envie d'écouter. Mais comme chacun attendait avec intérêt la partie du message liée à la Présidentielle d'Octobre 2025, il a fait l'effort de l'écouter jusqu'à la fin.

Ainsi, le chef de l'Etat a parlé. Que retenir de ce discours qui était tant attendu par les Ivoiriens ?

On retient d'entrée que Alassane Dramane Ouattara a une notion très réductrice de la Paix et de la Cohésion sociale. «*Nous avons su maintenir la dynamique de développement de notre pays, grâce à la consolidation de la paix, de la sécurité et au renforcement de la cohésion nationale*», a-t-il dit. On s'attendait - comme il le fait quand il aborde le chapitre des infrastructures - à ce qu'il donne des exemples concrets (un seul aurait même suffi) d'occasions de paix et de cohésion sociale pour prouver la sincérité de ces propos. Mais que non ! Il a servi un épiphénomène relatif à la «*la situation de nos deux gendarmes interpellés en septembre 2023, au Burkina Faso, alors qu'ils essayaient d'arrêter des orpailleurs clandestins le long de la frontière*».

Rien d'étonnant pour le chef de l'Etat qui, à chaque message à la Nation, ne fait que servir aux Ivoiriens la vieille antienne de «*la paix, valeur cardinale que les Ivoiriens doivent préserver, en toute circonstance, par le dialogue*».

La Paix est-elle réellement une «*valeur cardinale*» pour le chef de l'Etat, Alassane Dramane Ouattara ? Passons sur les circonstances du coup d'Etat du 24 décembre 1999: «*Je frapperai ce régime moribond, il tombera comme un fruit mûr*» ; sur celles de la Rébellion armée de 19 septembre 2002 : «*Je rendrai le pays ingouvernable. S'ils veulent, on va tout gnagami*» ; celles de la crise postélectorale de 2010-2011 avec son refus de reconnaître sa défaite à la Présidentielle de 2010, suivi de son refus catégorique de faire recompter les voix. Et restons focus sur la décision prise par les trois grands de la politique ivoirienne : Laurent Gbagbo, Henri Konan Bédié et



Alassane Dramane Ouattara, lors de la mémorable rencontre du jeudi 14 juillet 2022.

Dans le communiqué final lu par le benjamin du groupe, il est indiqué que «*La rencontre de ce jour a été une rencontre de retrouvailles pour renouer le*

contact et échanger dans la vérité sur toutes les grandes questions. Le Président de la République et ses deux prédécesseurs ont exprimé leur volonté de faire de cette première rencontre un levier de la décrispation du climat politique et social en Côte d'Ivoire». Et,

interrogé par la presse, Ouattara d'ajouter : «*Les uns et les autres considèrent que c'est une réunion extraordinaire. Mais on doit considérer qu'elle est ordinaire et qu'elle sera régulière. Chaque fois que mes prédécesseurs auront le temps de reprendre ces échanges, je leur ferai appel pour recueillir leurs avis et recommandations. Je trouve que ce sera*

LAVOIE
ORIGINALE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
César **ETOU**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Etienne **SOUANGA LAHOUA**
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Sylvestre **LIA**
(05 05 00 01 17)
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
PAR INTÉRIM

DJÈ Abel Touré (07 07 78 47 04)
RÉDACTION TECHNIQUE
KIFUMA Touré (07 08 30 56 06)
RÉDACTION
Riviera 2, près de l'échangeur
Tél. 22 52 14 99 / 58 31 79 95 /
05 05 95 85 27
LG'ÉDITIONS SARL

Au capital de 5.000.000 fca
Dépôt légal N° 13144 du 6
septembre 2016, 3ème trimestre
Récépissé N° 20/D du
2 septembre 2015
SIÈGE SOCIAL
27 BP 107 Abidjan 27 -
Cel : 07 58 83 02 58
E.mail :

lavoieoriginale16@gmail.com
Site web :
www.lavoie-originale.net
facebook.com/Lavoieoriginale16
Impression :
SUD ACTION MEDIA
Distribution : **Edipresse**
Tirage du jour :
5.000 exemplaires.

POLITIQUE NATIONALE

régulières» pour échanger sur «*les grandes questions*» qui vont déterminer l'avenir du pays, on assiste à la mise en place d'un "plan commun" (Exécutif-Judiciaire-Législatif) contre l'Opposition : enlèvements musclés (à la place d'une convocation régulière devant la Justice) des opposants et mise sous mandat de dépôt systématique ; adoption mécanique de textes liberticides visant exclusivement l'Opposition ; bâillonnement de la Presse et de la Société civile etc.

Où se trouve alors la place du «*dialogue*» et de la «*cohésion sociale*» au sujet de la «*grande question*» relative à la réinscription du nom du Président Laurent Gbagbo sur la liste électorale ? Tous les arguments juridiques ont été utilisés pour démontrer que la condamnation à 20 ans d'emprisonnement ferme du Président Laurent Gbagbo est nulle et de nul effet ; et que, subséquent, c'est une grave injustice à lui faite de l'exclure de la compétition électorale. Qui pis est, en lieu et place d'une décision politique conciliante dans l'esprit de «*la paix, du dialogue et de la cohésion sociale qu'il ne cesse d'évoquer*», c'est avec un mépris fâcheux que Alassane Ouattara a préféré accorder la grâce présidentielle à celui qui est sorti brillamment vainqueur dans un procès international tenu devant la célèbre Cour pénale internationale dont on ressort libre très rarement. Et le Président Laurent Gbagbo qui a choisi l'accession au pouvoir par les urnes, et fidèle à son slogan : «*Asseyons-nous et discutons*», attend toujours que cette question se règle de façon démocratique.

Elections apaisées : une grosse contrevérité

Le message à la Nation du chef de l'Etat a également été marqué par une grosse contrevérité sur l'organisation des élections en Côte d'Ivoire depuis l'accession sanglante du RDR/RHDP au pouvoir. «*L'année 2025 sera marquée par la tenue de l'élection présidentielle. Ce scrutin sera, encore une fois, l'occasion de confirmer la maturité politique de nos compatriotes, la force de nos Institutions et l'enracinement de notre démocratie*», a-t-il déclaré. L'expression «*encore une fois*» signifie bien qu'il y a eu un précédent. Les Ivoiriens – contemporains de cette époque – ont bien envie de savoir à quel moment une élection organisée en Côte d'Ivoire, sous la gouvernance Ouattara, a été démocratique grâce à des institutions fortes ? Dans tous les scrutins organisés sur la période mentionnée, la Commission Electorale Indépendante (CEI) s'est toujours comportée comme un pendant du régime RDR/RHDP. Quand ce ne sont pas des résultats falsifiés qui sont annoncés, ce sont des scrutins qui sont repris là où les candidats du régime ont été battus. Dès qu'une critique est faite contre la CEI, c'est le parti au pouvoir qui répond à la place de son Président, un magistrat Hors Hiérarchie. Les élections locales de 2023 ont

convaincu l'opinion publique de ce que cette CEI doit être «*entièrement balayée*», comme l'exige l'Opposition et recommandé par les «*Amis de la Côte d'Ivoire*».

Quant au Conseil Constitutionnel, le scandale du siècle a été l'acceptation du 3eme mandat anticonstitutionnel de Alassane Ouattara. Une «*institution forte*» aurait rejeté cette candidature sans autre forme de procès. Mais, le Conseil Constitutionnel a réalisé l'exploit d'accepter une candidature que la Constitution qu'il est censé défendre ne pouvait accepter et de refuser des candidatures légitimes, dictées par le Droit international, pour des raisons politiques.

Le danger pour la Présidentielle à venir réside d'une part, dans le maintien forcé de ces deux institutions dans leurs composantes respectives actuelles. Sans que se manifeste une réelle volonté politique de les réformer en profondeur. Alors que l'Opposition et l'opinion publique, conscientes du danger qui plane sur ce scrutin, réclament une nouvelle CEI et un nouveau visage du Conseil Constitutionnel sans coloration politique.

Alors, quand le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, fait la promesse que «*l'élection sera apaisée, transparente et démocratique*», les Ivoiriens ont bien le droit de s'inquiéter davantage ; et de se poser cette importante question : pourquoi n'a-t-il pas promis que la Présidentielle à venir serait inclusive ? Car c'est sur ce qu'il semble considérer comme un «*détail*» - mais combien important pour les Ivoiriens et les partenaires internationaux - qu'il était aussi attendu. La Présidentielle d'Octobre 2025 devra être «*apaisée, transparente et démocratique*», et inclusive. Pour le reste, la «*Côte d'Ivoire Solidaire*» est une expression qui n'a aucun sens dans le contexte sociopolitique actuel où le «*rattrapage ethnique*» est une institution d'Etat, où les associations régionales prennent pied dans les Administrations publiques, où l'argent ne circule que entre les mains du cercle du pouvoir et la camaria d'intrigants. Dans ce contexte d'exclusion, comment l'autre partie des Ivoiriens, la grande majorité, peut-il s'approprier «*nos idéaux de paix et de cohésion sociale*» ?

La plus grande farce est de qualifier de «*mesures historiques*» le fait qu'un

producteur de café et de cacao, détenteur de la carte de planteur, bénéficiera gratuitement de la Couverture Maladie Universelle. Sauf montrer aux yeux de tous que le producteur de café et ce cacao est devenu tellement pauvre qu'il n'est pas capable de verser 1000 FCFA par mois à la caisse de la CMU. Pour l'opinion publique, et c'est gravé dans toutes les mémoires, la plus grande «*mesure historique*» en faveur des producteurs de café-cacao est celle qui a été prise par le Président Laurent Gbagbo qui leur a cédé la totalité de cette filière. Chacun se souvient de ces bons moments où les planteurs de café-cacao étaient devenus si riches qu'ils se permettaient d'aller en boîte de nuit, de parrainer de grandes manifestations. ♦

J-S LIA

Jeunesse ivoirienne : ne pas se laisser duper

A la faveur de l'élection présidentielle de 2010, Alassane Dramane Ouattara avait fait la promesse aux jeunes de les sortir de la précarité des cabines téléphoniques en leur offrant des occasions de se rendre financièrement stables.

Fort de cette promesse, une partie de la jeunesse ivoirienne s'est investie corps et âme dans la crise postélectorale. Au moment de récolter les dividendes de leur engagement, rien ne pointe à l'horizon. Au contraire, on a assisté à l'émergence d'une jeunesse délinquante dénommée «*microbes*» qui ne fait que semer désolation et misère sur son chemin.

Puis, il y a eu le message du nouvel An de Décembre 2022, où Alassane Ouattara a décidé de faire de 2023, l'année de la Jeunesse ; avec des engagements précis : accélérer le dispositif d'accompagnement des jeunes à travers de nombreuses actions ; amélioration de l'employabilité du système de formation professionnelle et universitaire ; construction d'infrastructures sportives et récréatives, ainsi que le renforcement de l'encadrement et du financement direct des projets jeunes ; participation plus accrue des jeunes aux marchés publics de l'Etat et la mise en place d'un incubateur pour l'innovation et l'entrepreneuriat afin de catalyser le génie créateur des jeunes, et accélérer le développement des start-up.

Dans son message du 31 décembre dernier, il a encore fait la promesse aux jeunes de lancer en 2025, la construction d'une Cité de l'Innovation et de la Culture. «*Cette cité va intégrer et regrouper dans un lieu unique des infrastructures technologiques de dernière génération. Elle intégrera des incubateurs de start-up, ainsi que des espaces dédiés à la création et à la promotion des arts et de la culture*», a-t-il promis. C'est-à-dire une promesse qu'il a déjà faite en 2022. On parle de promesse. Cela ne laisse pas insensible et

interroge surtout sur la nature de ces promesses qui s'invitent dans les discours du chef de l'Etat. Quelle est cette façon de faire la politique en multipliant des promesses qu'on ne peut tenir ? C'est une remarque que les promesses de Ouattara sont fragilisées par des biais cognitifs, des ressentis qui conduisent à l'interprétation inéluctable de quelque chose qui ne va jamais exister.

Ce qui est certain, c'est que les jeunes - et partant les Ivoiriens - savent plus que jamais que la promesse ouattaradienne n'est jamais sûre d'être tenue. Les promesses que fait Ouattara ne servent qu'à donner de l'espoir, de l'envie, à séduire pour entraîner, à convaincre pour influencer un choix. Tout cela relève de la manipulation. Non, on ne bâtit pas un avenir sur des promesses. Sur une vision, une intuition, une ambition oui, mais pas sur une promesse. Car la promesse n'existe que par ceux qui veulent y croire, et parfois s'y réfugier pour se rassurer.

Aux promesses de Ouattara, que les jeunes substituent la volonté d'être, d'agir et de faire ensemble pour gagner leur liberté de choix et bien vivre l'impermanence et l'incertitude. Une clé est sûrement là, comprendre que la promesse est un leurre qui détourne de la responsabilité, du courage, de la volonté d'agir.

Il est l'heure pour la jeunesse ivoirienne de regarder en direction de celui qui peut promettre et réaliser ses promesses : assurément le Président Laurent Gbagbo, candidat du PPA-CI à la Présidentielle d'Octobre 2025 ♦

J-S LIA

Vœux de Nouvel An

Zéléhi Séripka Joachim (SGA) : « Chaque militant doit se sentir investi de la mission de ramener Gbagbo au Pouvoir »

À l'aube de l'année 2025, le Secrétaire Général Adjoint chargé des Structures Spécialisées et d'Activités du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), Zéléhi Séripka Joachim, a livré un message clair et mobilisateur à l'endroit des militantes et militants du parti. Ce discours, empreint de réalisme et de détermination, a passé en revue les moments marquants de l'année écoulée, tout en projetant l'avenir avec une ambition inébranlable : le retour du Président Laurent Gbagbo à la magistrature suprême en 2025.

Dans son message, Zéléhi Séripka Joachim s'est illustré à travers une rétrospective sur les heurts et les luttes de 2024, notamment la répression des Mouvements Sociaux. «L'année 2024 a été marquée par une série de grèves sévèrement réprimées. Des fonctionnaires ont osé braver les difficultés pour réclamer de meilleures conditions de vie et de travail. Leur lutte a souvent été accueillie par des sanctions disciplinaires, des ponctions salariales, et même des affectations punitives. Le seul crime de ces fonctionnaires aura été de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail», a-t-il rappelé.

Outre les tensions sociales, les déguerpissements sans mesures d'accompagnement ont accentué la précarité des populations les plus vulnérables. Des familles entières ont été jetées à la rue, souvent sans préavis ni alternatives viables. Le SGA Zéléhi Séripka Joachim a rappelé la nécessité d'une politique sociale plus humaine et respectueuse des droits des citoyens. L'augmentation du prix du carburant, couplée à la flambée des prix des denrées de première nécessité, a rendu le quotidien des Ivoiriens encore plus difficile. Le SGA Zéléhi n'a pas manqué de pointer du doigt une politique économique déconnectée des réalités du



peuple. «La hausse incontrôlée des prix a rendu le panier de la ménagère plus léger, tandis que les salaires stagnent», a-t-il déploré. Zéléhi Séripka Joachim est également revenu sur les atteintes aux Libertés qui ont considérablement fragilisé la démocratie en Côte d'Ivoire. «Les arrestations arbitraires de leaders d'opinion, les enlèvements et les séquestrations ont marqué l'espace politique ivoirien. Pour le PPA-CI, ces dérives portent

atteinte à la démocratie et aux libertés fondamentales chèrement acquises», a-t-il déclaré.

Face à tous ces problèmes, Zéléhi Séripka Joachim croit mordicus qu'une solution est la meilleure alternative pour les populations ivoiriennes et personnes vivant en Côte d'Ivoire viendra du Leadership de Laurent Gbagbo qui pour lui, est clairement une boussole pour le Peuple. Puis d'évoquer une

candidature porteuse d'espoir. La candidature de Laurent Gbagbo pour l'élection présidentielle d'Octobre 2025 est perçue comme le symbole du renouveau et de la résilience. Pour le SGA, cette candidature est le reflet de la volonté du peuple de tourner définitivement la page de l'instabilité et de l'injustice.

Pour Zéléhi Séripka Joachim, tous les indicateurs politiques montrent que 2025 marquera le retour triomphal du Président Laurent Gbagbo au Palais présidentiel. Cependant, il a insisté sur la nécessité d'une mobilisation sans précédent de chaque militant et militante. «2025 est l'affaire de tous. Chaque militant doit se sentir investi d'une mission sacrée : celle de ramener Laurent Gbagbo au Pouvoir» a-t-il martelé. L'engagement individuel est présenté comme le moteur de la victoire collective. Chaque action, chaque mobilisation, chaque effort comptera dans la marche vers la victoire en Octobre 2025.

Dans un contexte politique souvent marqué par les divisions et les tensions, le SGA a lancé un vibrant appel à l'unité et à la paix. Pour lui, seule une Côte d'Ivoire unie pourra relever les défis économiques, sociaux et politiques qui l'attendent.

Le SGA Zéléhi Séripka Joachim a scellé un pacte d'engagement et d'espoir avec les militants du PPA-CI et, au-delà, avec tous les Ivoiriens en quête de justice, de paix et de prospérité♦

Yannick P Bayard

Daoukro : Message de vœux de fin d'année de l'Honorable Akoto Kouassi Olivier

À la Permanence du Festival International de la Culture et des Arts de Daoukro (FICAD), l'Honorable Akoto Kouassi Olivier, député de Daoukro-N'gattakro, a adressé, le lundi 30 décembre 2024, ses vœux de fin d'année à la population ivoirienne, tout en faisant un bilan de l'année écoulée. Il a jeté un regard rétrospectif sur 2024, une année marquée par de douloureuses pertes. Akoto Kouassi Olivier a évoqué le décès du Président Henri Konan Bédié, une figure emblématique de la région et du pays. «Que son âme repose en paix et qu'il continue à œuvrer pour la paix en Côte d'Ivoire depuis l'au-delà», a-t-il déclaré, soulignant l'impact de cette perte sur les populations de Daoukro-N'gattakro.

Le député a également partagé son propre deuil, ayant perdu son épouse le 20 octobre 2024. «Je voudrais remercier toute la population ivoirienne pour son soutien dans cette épreuve difficile», a-t-il exprimé avec gratitude, rendant hommage à la solidarité dont il a été témoin.

L'Honorable député a ensuite tourné son regard vers 2025, une année qu'il considère comme porteuse d'espoir, notamment avec



l'élection présidentielle à venir. Il a invité les dirigeants à faire preuve de sagesse et a prié pour des décisions orientées vers l'intérêt supérieur du pays. «Cette élection ne doit pas raviver les souvenirs douloureux de 2020», a-t-il insisté.

Tout en reconnaissant les défis auxquels font face les populations : coût de la vie, chômage, infrastructures dégradées il a exhorté ses concitoyens à garder espoir.

Akoto Kouassi Olivier a clôturé son discours en formulant des vœux de prospérité, de santé et de bonheur pour 2025. «Que Dieu nous accorde son pardon et ouvre les voies du succès», a-t-il souhaité, avec une note d'optimisme pour l'avenir de Daoukro-N'gattakro et de toute la Côte d'Ivoire. Ce message empreint d'émotion et de résilience marque un engagement renouvelé envers les populations locales et une prière pour un avenir pacifique et prospère pour le pays.♦

Jaress Diby
(Correspondant Régional)

Hien Sié Jean présente ses vœux pour 2025

Cap sur la victoire de Laurent Gbagbo



En ce début d'année 2025, Hien Sié Jean, Secrétaire National du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) chargé de la Région du Bounkani, a livré, dans une déclaration transmise à *La Voie Originale*, un discours rempli de détermination, d'émotion et

de vision politique. Il a dressé le bilan des avancées du Parti dans sa région, souligné les défis à relever et surtout appelé à une mobilisation sans précédent en vue de l'élection présidentielle d'Octobre 2025, avec Laurent Gbagbo comme candidat officiel. Ce

discours, riche en symboles et en promesses, trace une feuille de route claire pour une Côte d'Ivoire plus juste, souveraine et prospère. Depuis sa création, le Parti dirigé par le Président Laurent Gbagbo s'est imposé comme une force politique majeure. Hien Sié Jean n'a pas manqué de rappeler l'ascension fulgurante du Parti, qui, en moins de quatre ans, est devenu un acteur incontournable du paysage politique ivoirien. «*Le PPA-CI incarne aujourd'hui l'espoir d'une Côte d'Ivoire souveraine et prospère*», s'est-il réjoui, avant de saluer les efforts des militants et des cadres du Parti dans l'implantation solide à travers le territoire national. Le Secrétaire National a notamment insisté sur le caractère inclusif du PPA-CI, qui s'efforce d'être au plus près des préoccupations des populations locales. Dans la région du Bounkani, il a confié que les militants ont joué un rôle clé dans la consolidation du parti, créant une dynamique forte et mobilisatrice.

L'un des moments forts de sa déclaration est sans aucun doute l'évocation de la candidature du Président Laurent Gbagbo pour l'élection présidentielle d'Octobre 2025. Cette désignation, selon Hien Sié Jean, est «*le choix évident d'un Leader historique, d'un homme d'État dont la vision et le courage continuent d'inspirer des millions d'Ivoiriens*». Laurent Gbagbo représente pour le PPA-CI et ses partisans une figure de stabilité et de lutte pour la souveraineté nationale. Sa candidature est perçue comme une opportunité historique pour tourner définitivement la page des crises politiques et économiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire ces dernières décennies. «*Le Président Laurent Gbagbo est et restera l'homme sur qui repose l'espérance d'une Côte d'Ivoire véritablement souveraine, juste et démocratique*», a insisté Hien Sié Jean, appelant chaque habitant du Bounkani à s'impliquer activement dans la campagne électorale.

Au-delà des enjeux nationaux, la déclaration du Secrétaire National, Hien Sié Jean a

également mis en lumière les défis spécifiques de la région du Bounkani. Cette zone, riche en potentiel agricole et culturel, souffre encore de certaines inégalités structurelles. Il a souligné la nécessité de renforcer les infrastructures locales, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des routes. Il a également mis en avant le rôle central des jeunes et des femmes dans le développement local. «*Les jeunes du Bounkani doivent être les moteurs du changement. Le PPA-CI est prêt à les accompagner dans leurs projets d'entrepreneuriat et d'éducation*», a-t-il déclaré. Puis il a exhorté les populations à dépasser les clivages politiques et à se concentrer sur l'essentiel : offrir une victoire éclatante à Laurent Gbagbo lors du scrutin présidentiel d'Octobre 2025. «*Chers frères et sœurs du Bounkani, ensemble, nous avons le pouvoir de transformer notre région et notre pays. Faisons de 2025 une année historique. Que cette nouvelle année soit une source de bonheur pour chaque famille, une année de progrès pour notre région et une année de victoire pour le PPA-CI. Le chemin vers la victoire nécessite la contribution de chacun d'entre nous. Unis, nous surmonterons tous les défis*» a-t-il souhaité tout en réaffirmant l'engagement du Président Laurent Gbagbo envers la région du Bounkani et son désir ardent de voir cette partie du pays bénéficier pleinement des fruits du développement national.

La déclaration de Nouvel An du Secrétaire National du PPA-CI en charge du Bounkani, Hien Sié Jean, a été à la hauteur des attentes. Porté par une vision claire et un engagement indéfectible, il a su mobiliser, inspirer et tracer les grandes lignes des actions à venir. D'ici là, le message est clair : unité, engagement et détermination pour bâtir une Côte d'Ivoire souveraine et prospère. ♦

Yannick P Bayard

Iffou : Hommage à Traoré Adam Kolia



La résidence du Président du Conseil Régional de Iffou, Traoré Adam Kolia, a été le théâtre d'une rencontre festive et conviviale, le jeudi 26 décembre 2024, entre le Président de région, son épouse, les Chefs traditionnels, religieux, ainsi que les chefs de communauté des sous-préfectures de

Daoukro et N'Gattakro. Ces échanges, devenus une tradition annuelle depuis l'élection de Traoré Adam-Kolia en 2018, ont permis de renforcer les liens entre les différentes composantes sociales et de célébrer ensemble la fin d'année. La rencontre a débuté par les salutations

protocolaires et un mot de bienvenue du président de région. Celui-ci a exprimé sa gratitude envers ses hôtes pour leur présence massive et leur fidélité à cette initiative. Il a souligné l'importance de ces retrouvailles en déclarant : «*Ces retrouvailles de fin d'année nous*

permettent de reconnaître ensemble les bienfaits de Dieu, de l'en remercier, de prier pour les défunts et de présenter les vœux des populations pour le nouvel an», a indiqué Traoré Adam-Kolia. Qui a profité de l'occasion pour remercier les populations pour leur confiance renouvelée envers lui et son équipe, tout en réaffirmant son engagement à travailler au service de la région. Les Chefs traditionnels, religieux et communautaires, par la voix de leurs porte-paroles respectifs, ont exprimé leur reconnaissance pour cette initiative devenue un rendez-vous incontournable. Ils ont salué les actions remarquables du Président en faveur du développement régional et l'ont encouragé à poursuivre son œuvre. Des prières ont été adressées pour la prospérité du Président, de sa famille, et pour la paix et le progrès dans toute la région de l'Iffou. Ces témoignages de soutien ont témoigné d'un climat de confiance et d'unité autour du leadership du Président Traoré. La rencontre s'est poursuivie par un déjeuner animé par des artistes locaux, créant une ambiance de joie et de fraternité. ♦

Jaouss Diby
(Correspondant Régional)

Réforme de l'OTAN en 2025

Trump exige une revalorisation de la contribution des Etats membres



Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA).

Le *Financial Times* rapporte que les proches Conseillers de Donald Trump en matière de Politique étrangère ont apporté à la connaissance des hauts responsables européens, début de ce mois de Décembre 2024, que le Président élu américain a l'attention d'exiger aux États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord l'augmentation de leurs dépenses de Défense à hauteur de 05%

de leurs PIB respectifs, contre l'objectif actuel de 02% et dont 1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre.

Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'OTAN et, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

La dette européenne vers les Etats-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les Etats-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'Accord signé en 1970 avec l'URSS.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du General Agreement on Tariffs and Trade - l'Accord GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1er janvier 1995, naissance à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les allemands, il s'agit du contrat à long terme «tubes contre gaz», signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1er février 1970. L'Accord prévoyait la fourniture à l'URSS de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a connu un grand succès et a été appelé «l'affaire du siècle» en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques Russo-européennes.

Les années ont passé et l'Europe est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des Américains sur les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des Administrations américaines successives. Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement

ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires de l'action - afin d'aider à réfléchir l'Union Européenne dans «la bonne direction», le Président américain nouvellement élu impose aux Européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'UE. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre aux homologues européens que le temps du GATT, de même que celui de l'OMC est révolu.

L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'OTAN

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en Juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 04% de leur PIB, soit très au-delà des 02% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser.

Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : «*Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures !*».

Via la «fuite organisée auprès du *Financial Times*, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en exigeant le passage de 02 à 05% de leur PIB respectif dans leurs dépenses pour la Défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de Défense du vieux continent, mais dans celui des Etats-Unis d'Amérique avec les bénéfices financiers des groupes américains y afférents.

Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense «européenne» ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des principaux bénéficiaires de l'investissement resteront les Etats-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de Défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou encore Bank of



America.

En clair : les économies de l'UE doivent participer dans la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'OTAN. Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de Défense exigée aux pays du bloc de l'OTAN ? En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union Européenne, il est à noter qu'en ayant le PIB à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission Défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget Défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 02% du PIB de l'année de 2024. En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son PIB en 2023 était de 4 121 milliards d'euros et le budget Défense à hauteur de 90 Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 02,5% du PIB.

Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de Défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, contre 07,9 Mrd €, soit 1,30 % du PIB pour l'année 2024.

Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de Défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget Défense du reste des pays de l'UE ne serait-ce qu'à hauteur de 03% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le Social, l'Education nationale ou celui de la Santé

publique. Le passage du budget Défense à hauteur de 05% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union Européenne. Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la véracité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget Défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voir 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines. Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas. Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 03,5% au lieu de 05% du PIB déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière «Négociation B to B» dans l'Enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la «zone de marchandage» - soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur - cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier. Nulle erreur de calcul possible de la part du Président américain élu : en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'UE d'y répondre positivement.

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son

actuelle initiative ?

Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France prétendent toujours à leur place à la table de négociation sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union Européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'UE en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire, de la discussion sur le futur du monde ; l'exclure de la table des négociations face aux «empires» - Russe aujourd'hui et Chinois demain - dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'Administration Trump sur la scène européenne.

Les satellites traditionnels des Etats-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025. Les leaders de la majorité des pays de l'EU sont tombés dans leur propre piège face à leur électorat. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs média mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'EU.

En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la Défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales - c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences - c'est perdre la protection militaire américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état

qu'elles se considéreront en grande insécurité permanente sous la «menace russe». Etant parfaitement conscient que ses homologues européens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense - Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne sortira grandement affaiblie. Le Président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union Européenne : la quasi-intégralité des chefs d'Etats européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, de facto, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente. Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le Président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'EU et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'Administration républicaine Outre-Atlantique♦

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA).

(NB : Le titre est de la Rédaction)

Taï : Mme Beugré donne le sourire aux populations

Soucieuse du bien-être de ses parents sans distinction aucune, Tahe Kamoho Céline épouse Beugré, Membre du Comité Central en charge du Département de Taï pour le compte du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire, a mis la joie dans le cœur de toute la population, à commencer par les tous petits à l'occasion des fêtes de fin d'année. C'était récemment à la place de la maternité de la ville. «L'enfant est un grand don de Dieu. Donc pour moi, donner des cadeaux à ces enfants en cette fin d'année est une œuvre divine. Je ne cherche pas à connaître ni les parents, ni la provenance de ces enfants avant de les rendre heureux. Même si Taï est retiré du monde, force est de savoir que nos enfants ont les mêmes droits que les autres enfants du Tiers-monde. C'est pour cela que mon équipe et moi avons jugé bon de les honorer avant leur départ en congés de Noël qui annonce en même temps les fêtes de fin d'année», a indiqué la Coordinatrice Adjointe intérimaire dudit département.

les enfants, cap est mis sur la maternité de la ville le même jour pour la remise de plusieurs kits de maternité aux mères et

nouveaux nés trouvés sur place non sans équiper la maternité en matériel médical avant de se diriger vers les lieux saints pour soutenir les différents Guides religieux.

Au terme de la journée, la représentante de Laurent Gbagbo à Taï a rappelé le sens de cette démarche. «C'est à la maternité que nous trouvons la vie et une fois en vie, il faut la grâce du Tout-Puissant dans tout ce que nous faisons pour qu'il y ait succès. Mais étant donné que nos hommes de Dieu n'ont pas de salaire, il est nécessaire de les soutenir en vivres et non vivres par moment pour les encourager. Nous leur avons demandé de toujours prier pour la paix en Côte d'Ivoire et à Taï comme ils l'ont toujours fait», a-t-elle indiqué.

Faisaient partie de la délégation de Madame Beugré, Madame Oulai Simone, Présidente-fondatrice du mouvement AFPO, le Fédéral PPA-CI de Zagné, Zouhou Armand, Dombli Séraphin, chargé de mission de la MCC de Taï et plusieurs Secrétaires de section♦

Djem's LEBATHO
(Correspondant Régional)





LAURENT GBAGBO, LE CANDIDAT POUR LA CÔTE D'IVOIRE ET POUR L'AFRIQUE EN LUTTE.